L'AMBASSADEUR DE LA PALESTINE EN ALGÉRIE MENACE :

«La Palestine dispose de différents moyens de lutte»

La cause palestinienne sera exposée lors de la 69e session de l'assemblée générale des Nations unies qui se tiendra vendredi 26 septembre. D'un ton menaçant, l'ambassadeur de l'Etat de la Palestine en Algérie exhorte les Nations unies à faire appliquer ses lois pour la paix. Autrement, dit-il, «la Palestine utilisera tous les moyens de lutte nécessaires pour arracher son indépendance».

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Louaï Aïssa qui s'exprimait hier au forum du quotidien *El Moudjahid* est formel : la Palestine dispose et utilisera différents moyens de lutte qui lui permettront de s'imposer comme étant un Etat libre et indépendant.

Des moyens dont la nature n'a pas été précisée par l'ambassadeur qui a seulement indiqué qu'ils seront exposés au moment opportun. Selon lui, le caractère de l'offensive palestinienne dépendra des résultats qui découleront de la 69e session de l'assemblée générale de l'ONU.

Le diplomate estime que son pays a épuisé toutes les formes de négociation et le «monde doit assumer ses responsabilités».

Il a indiqué que les Palestiniens sont «prêts à revenir à la table des négociations et pour un délai qui ne dépasserait pas les trois mois seulement si le monde et l'ONU croient aux lois internationales et s'ils décident d'appliquer les résolutions de l'ONU pour la paix.

Cependant, si les Etats-Unis utilisent leur droit de veto, nous allons, de notre côté, utiliser tous les moyens nécessaires pour arracher nos droits. Nous sommes un Etat colonisé qui doit retrouver son indépendance».

L'ambassadeur a rappelé que la cause palestinienne sera exposée aux Nations unies par le président palestinien Mahmoud Abbas. «Nous espérons que le monde appuie notre cause», a-t-il indiqué.

Il a également affirmé que les massacres perpétués à Ghaza ne resteront pas impunis. «Nous cherchons la paix et nous refusons la reprise de l'offensive israélienne contre les Palestiniens tous les deux à trois ans», a précisé le diplomate qui appelle le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre la bonne décision en rendant justice et liberté au peuple palestinien.

Pour ce responsable «le retour de la paix en Palestine signifie aussi la volonté de mettre fin à toutes formes de terrorisme dans le monde».

Selon lui «le monde qui veut mettre fin à ce qu'il appelle le terrorisme doit participer à imposer la paix en Palestine».

S. A.

SAHARA OCCIDENTAL

Abdelaziz appelle Ban Ki-moon à faire pression sur le Maroc pour cesser la répression des civils

Le président sahraoui, Mohamed Abdelaziz, a appelé le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, à intervenir en urgence et à faire pression sur le Maroc pour cesser ses pratiques répressives contre les civils sahraouis dans les régions occupées du Sahara occidental, a indiqué lundi l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Selon la même source, le président sahraoui a demandé, dans un message adressé au secrétaire général de l'ONU, d'«intervenir en urgence et d'imposer les sanctions nécessaires» à l'Etat marocain pour cesser ses pratiques répressives contre les civils sahraouis.

Il a appelé la communauté internationale à oeuvrer en faveur de «la levée du blocus» imposé à la région, la libération des détenus politiques sahraouis, la fin du pillage des richesses naturelles sahraouies, la démolition du mur érigé par l'occupant marocain et la mise en place d'un mécanisme onusien de contrôle des droits de l'homme au Sahara occidental, ajoute la même source.

Le président sahraoui a rappelé la répression des dernières manifestations dans les ville occupées de Laâyoune, Boujedour et Dakhla et les mauvais traitements subis par les détenus sahraouis dans les prisons marocaines en particulier la prison «carcel negra» (prison noire) de Laâyoune occupée.

Il a souligné, dans le même contexte, le refoulement d'observateurs internationaux et défenseurs des droits de l'homme précisant que les revendications des Sahraouis lors de leurs manifestations pacifiques sont conformes à celles garanties par la charte et les résolutions de l'ONU notamment le droit à un référendum d'autodétermination libre, juste et intègre.

IRAK

Le Premier ministre irakien s'oppose à une intervention étrangère au sol

Le Premier ministre irakien Haïdar al-Abadi a réitéré hier son opposition au déploiement de forces étrangères au sol en Irak pour combattre les djihadistes de l'Etat islamique (EI).

Durant une rencontre avec le ministre australien de la Défense David Johnston, à Baghdad, M. Abadi a réaffirmé son «rejet de toute intervention (étrangère) au sol en Irak», a indiqué son bureau dans un communiqué.

Les Etats-Unis comme la France mènent des frappes aériennes contre les positions de l'EI en Irak, une campagne que les Américains pourraient étendre à la Syrie voisine, où les djihadistes de ce groupe ultra-radical sèment également la terreur.

La Maison Blanche a assuré à plusieurs reprises qu'elle n'enverrait pas de soldats au sol pour combattre l'EI, alors qu'elle a retiré les troupes américaines d'Irak fin 2011, après huit ans de présence.

Néanmoins, les Etats-Unis ont annoncé le déploiement de 1 600 militaires américains dans le pays, notamment pour soutenir les forces kurdes et fédérales en termes d'équipements, de formation et de renseignements, face aux djihadistes qui se sont emparés de larges régions du pays.

CRISE SYRIENNE

L'attitude de la Turquie vis-à-vis des djihadistes au cœur des soupçons

La porte ouverte n'a pas levé tous les soupçons. Même si elle a accueilli en urgence des dizaines de milliers de réfugiés kurdes de Syrie, la Turquie reste accusée d'entretenir des relations ambiguës avec les djihadistes qui les ont contraints à l'exode.

Depuis trois jours, Ibrahim Binici a passé le plus clair de son temps au poste-frontière turco-syrien de Mursitpinar. Face aux barbelés, le député du Parti démocratique populaire (HDP) tente d'y faciliter le passage de ses «frères» qui fuient les combats qui ravagent la ville syrienne Aïn al-Arab, à portée de canon.

Ballotté entre les soldats turcs qui, véhicules blindés à l'appui, encadrent les réfugiés et les autorités locales, il ne décolère pas contre le gouvernement islamo-conservateur d'Ankara.

«Quand les fous de Daesh (le groupe djihadiste de l'Etat islamique) sont partis de Mossoul pour attaquer Aïn al-Arab (Kobané en kurde), il aurait suffi de deux avions pour les empêcher de revenir mais rien n'a été fait», grommelle-t-il sous son épaisse moustache.

«Les autorités turques sont en partie responsables de cette situation. Elles protègent Daesh qui est une organisation terroriste», poursuit M. Binici, «aujourd'hui, elles empêchent les jeunes Kurdes de revenir vers la Syrie pour défendre leur territoire».

Selon le député, de très nombreux jeunes Kurdes de Syrie sont entrés en Turquie pour y mettre leur famille à l'abri et ont tenté de repartir vers leur pays pour y poursuivre le combat contre l'EI, aux côtés des autres combattants kurdes.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a renouvelé lundi son appel aux Kurdes de Turquie à combattre l'EI. Mais les forces de sécurité turques s'opposent à tout retour de réfugiés vers la Syrie. «Raison de sécurité», répètent les officiels croisés à la frontière.

A quelques kilomètres à l'est de Mursitpinar, trois jeunes Syriens qui vivent à Istanbul depuis un an tentent justement de profiter de la pagaille pour se glisser côté syrien.

«On vient pour retrouver notre famille», glisse l'un d'eux aux policiers qui leur font barrage. «Tu rigoles ?», lui répond un des fonctionnaires à peine plus âgé que lui, «on sait que vous allez rejoindre le PYD (un des principaux partis kurdes de Syrie)».

Cette fois, l'affaire en est restée là. Mais dimanche, elle a provoqué au bord de la frontière de violentes échauffourées entre la police et la gendarmerie turques et des centaines de jeunes militants kurdes venus de tout le Sud-Est turc.

Lundi, de nouveaux heurts ont éclaté entre quelques centaines de jeunes Kurdes et les forces de l'ordre dans des champs aux abords de la petite ville turque de Suruç, située près de la frontière, a constaté l'AFP.

Les gendarmes ont fait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau pour les repousser.

Dans leur ligne de mire des manifestants, ce qu'ils considèrent comme le double jeu du gouvernement turc.

«Le pouvoir ne veut pas que nous défendions notre ville», accuse Mehmet Eminakma, un jeune militant du HDP venu faire le coup de poing depuis Cizre (sud-est). «Il soutient les fous de Daesh et pas les populations syriennes».

Sur le même thème, quelque 10 000 personnes ont défilé dimanche à Istanbul derrière des banderoles proclamant «L'Etat islamique tueur, AKP (le Parti de la justice et du développement au pouvoir depuis 2002) complice».

Sous la menace des djihadistes de l'EI, Feyad Bekir a quitté en urgence vendredi son village de Kule pour rejoindre la Turquie. Lui aussi s'en prend aux responsables de son pays d'accueil.

«Les Turcs disent qu'ils ne peuvent rien faire à cause de leurs otages. Mais maintenant ils sont libres, qu'ils viennent nous aider», confie le quinquagénaire syrien. «Mais non, ils continuent à les soutenir en cachette», tranche-t-il.

La Turquie a obtenu samedi la libération de 46 de ses citoyens retenus en otage par le mouvement djihadiste depuis la prise de son consulat général à Mossoul (Irak) en juin.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a expliqué que cette libération avait été obtenue par des «négociations diplomatiques et politiques» et accrédité ainsi l'idée d'un accord passé avec les ravisseurs, sans en préciser les termes.

Même s'il l'a toujours farouchement nié, M. Erdogan est accusé d'avoir soutenu les groupes rebelles syriens les plus radicaux, dont l'EI, pour accélérer la chute du régime du président Bachar al-Assad.

Ismaïl Emer Ziravek, qui a quitté la Syrie il y a deux jours, a son explication sur l'attitude ambiguë de ses hôtes. «Leur peur, dit-il, c'est qu'il y ait un Kurdistan sur leur territoire comme il y en a un en Irak». «Ils sont prêts à tout pour l'éviter, y compris soutenir Daesh».